

Compte rendu de la deuxième séance du séminaire

« Écrire, négocier, traduire l'international (XVIII^e-XXI^e s.) »

« Séance 2. Le langage des relations internationales dans les nations post-impériales »

Ce 21 novembre, vingt-trois chercheurs ont pu se réunir après avoir bravé la neige pour cette deuxième séance du séminaire « Écrire, négocier, traduire l'international ». Ayant introduit la séance par un rappel des pistes de réflexion que le séminaire entend explorer durant l'année, Laurence Badel a présenté les travaux des deux intervenants, Sophie Momzikoff et Victor Louzon, tous deux maîtres de conférence à Sorbonne-Université et membres du laboratoire SIRICE.

En spécialistes, ils nous ont permis de nous rendre aux confins de l'Europe, en Russie, puis d'en sortir pour aller jusqu'en Chine. Le cadre de l'étude qui a été proposée était celui de la mise en récit de la politique étrangère dans les nations post-impériales. Dans les deux cas, il a été question de partir des origines des notions et expressions étudiées, pour avancer vers les modalités de leur emploi dans le discours politique.

Sophie Momzikoff a axé sa présentation sur les termes d'« étranger proche » (Ближнее Зарубежье) et de « compatriotes à l'étranger » (соотечественники за рубежом) dans le discours politique durant les années 1990, en se demandant si leur apparition ne signait pas la mise en place d'un « récit de sécurité »¹.

Leur émergence à partir de 1992 a avant tout été l'affaire de réseaux appartenant à un spectre politique large. Trois groupes ont été présentés : celui des « académiciens » et « réseaux du Parlement », celui des technocrates nostalgiques de l'URSS et celui des nationalistes « rouge-brun ». La crise constitutionnelle de 1993 a joué un rôle décisif dans la récupération de ces concepts après que les opposants en aient usé pour faire pression sur Boris Eltsine. Termes sont intégrés dans le discours politique dès avril 1994. Puis, la doctrine militaire fait des anciennes républiques d'Asie centrale, de Biélorussie, d'Ukraine ainsi que des États baltes une sphère d'influence jugée « vitale » pour la Russie.

Cependant, Sophie Momzikoff a fait remarquer que la protection des compatriotes à l'étranger et le souci de l'étranger proche sont avant tout restés des outils destinés à la politique intérieure. Il semblerait que leur usage ait surtout servi à rassurer l'opinion publique plutôt qu'à exercer effectivement une pression sur les républiques voisines. L'époque étant au rapprochement de la Russie avec un « Grand Occident », il aurait été de mauvais ton d'adopter une posture potentiellement assimilable à une forme d'irrédentisme. Deux exemples sont venus nourrir l'exposé : celui du statut des russophones dans les républiques baltes de Lettonie et d'Estonie, puis celui de la Crimée en 1995. Dans les deux cas, la position russe sur la scène internationale a été attentiste.

Aussi, le devenir de deux notions a été compromis par l'arrivée d'Evgueni Primakov aux Affaires étrangères en 1996, dont la doctrine privilégiait une approche multi-polaire. On observe l'abandon progressif de l'« étranger proche » dans la fin des années 1990. Enfin, le tournant des années 2000 a vu l'émergence d'un nouveau discours sur le « monde russe », d'une politique de « passeportisation » qui reflétaient une vision plus englobante dépassant les compatriotes du seul étranger proche. Pour cela, Sophie Momzikoff a estimé que ces concepts étaient avant tout révélateurs d'une faiblesse interne russe et devaient avant tout être compris comme révélateurs d'un nécessaire récit de transition. Ce dernier s'est progressivement articulé au gré des désirs d'intégration au « Grand Occident », des problématiques sécuritaires régionales, couplé aux désordres internes.

Victor Louzon a ensuite introduit sa réflexion sur la « recherche d'un langage chinois des relations internationales dans les années 2000-2020. Il a précisé que sa démarche relevait d'une histoire intellectuelle du temps présent.

¹ Ronald R. Krebs, *Narrative and the Making of US National Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

Le point de départ est la réflexion, également amorcée dans les années 1990 en Chine - les premières propositions remontent aux années 1986-1987 -, qui procède d'une volonté d'indigéniser les concepts du système international, considérés comme impropres à traduire les réalités chinoises. La critique est étendue, par les intellectuels chinois eux-mêmes, au discours marxiste, qui n'incluait pas de notions « proprement chinoises » dans le discours international. Le nouvel objectif est dès lors de « bien raconter au monde l'histoire de la Chine ».

Dans ce contexte, Yan Xuetong, de l'université Tsinghua, et l'un des inspirateurs du *Chinese Journal of International Politics*, ont repris à leur compte, mais en l'inversant, l'analyse classique de John Fairbank sur la Chine impériale qui voyait dans son système tributaire la raison de sa faiblesse face à l'Occident, et de son incapacité à s'adapter aux rapports de force. De nocive, cette prétention à la centralité et à l'universalité serait devenue une ressource pour penser de manière plus pertinente et morale le présent. De faiblesse, ce système tributaire serait devenu un principe qui permettrait de dépasser le principe westphalien de souveraineté, en lui substituant un système de parrainage des forts sur leur espace régional. Dans la même veine, le philosophe Zhao Tingyang a accolé à cette idée le terme de *Tianxia*, pouvant être traduit par tout ce qui est sous le ciel, le monde, ou plus précisément le monde civilisé, sur lequel l'empereur de Chine entendait exercer une suzeraineté. Notion issue du vocabulaire impérial traditionnel donc. Ainsi, la Chine serait amenée à faire valoir son apport spécifique au langage des relations internationales.

Autre opération de transfert depuis l'Occident, les routes de la soie ont aussi été une lecture exogène, d'abord développée par la géographie allemande du XIXe siècle, et que les élites chinoises ont récupérée pour accompagner le projet commercial et d'investissement finalement baptisé *Belt and Road*. Certaines innovations reprennent, elles, des éléments de langage plus caractéristiques du discours panasiatique du premier XXe, comme la « communauté de destin pour l'humanité », dont des critiques n'ont pas manqué de noter la parenté lexicale avec la rhétorique japonaise de la « sphère de coprosperité ».

Victor Louzon a pu insister sur le stade encore embryonnaire de cette entreprise conceptuelle qui entretient une relation ambiguë entre le rejet des concepts occidentaux et la récupération de l'historiographie produite par cet Occident pour le mettre en récit. Par ailleurs, il a pu nuancer avec humour les prétentions de ce vocable à fédérer autour de notions qui entrent souvent en tension avec l'attachement à la souveraineté nationale – autre principe cardinal du langage chinois de politique étrangère. Lequel n'intéresse pas tant par la pertinence de ses productions sémantiques et conceptuelles, que par sa capacité à produire un contre-récit qui vient s'insérer dans l'ensemble des contre-récits produits comme une alternative à ce qui est désigné comme le récit de la mondialisation occidentale.

La discussion a ensuite été initiée par Laurence Badel qui a proposé à Victor Louzon d'entrer davantage dans le détail de la transposition du discours chinois au sein des institutions internationales, avant d'inviter Sophie Momzikoff à revenir sur le devenir de ces concepts dans les années 2000. Olivier Forcade a ensuite poursuivi la discussion en interrogeant en particulier la place de l'Occident dans la polarisation de ces discours, avant qu'Olivier Agard ne manifeste son intérêt pour la circulation des idées allemandes, en particulier pour la réception de Carl Schmitt en Chine, évoquée brièvement lors de la présentation. Chaque question a été l'occasion d'ouvrir de nouvelles brèches ainsi que de revenir sur les références historiographiques évoquées.

Pierre Tafanelli, masterant, Sorbonne-Université, UMR SIRICE.